

Un nouvel élan pour la recherche agricole pour le développement

La première conférence mondiale sur la recherche agricole pour le développement (*Global Conference on Agricultural Research for Development – GCARD*) s'est tenue à Montpellier, France, du 28 au 31 mars 2010. La GCARD a été organisée par le forum mondial de la recherche agricole (*Global Forum for Agricultural Research – GFAR*) en collaboration avec le Consortium et le conseil indépendant pour la recherche scientifique et les partenariats du groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (*Consultative Group on International Agricultural Research – CGIAR*). À l'avenir, cette conférence aura lieu tous les deux ans et remplacera les conférences triennales du GFAR et les assemblées générales annuelles du CGIAR.

La conférence GCARD a fait l'objet d'un processus exhaustif, systématique et inclusif de consultation mondiale qui a identifié les thèmes et les questions clés de toutes les parties prenantes participant activement à l'ensemble des activités agricoles. Le secteur public, les responsables des orientations politiques nationales et internationales, les institutions agricoles, les directeurs de systèmes de recherche agricole, les

Un des objectifs de la GCARD consiste à s'assurer que les résultats de la recherche agricole sont accessibles aux exploitants agricoles pauvres des pays en développement.



Photo: J. Boethling

responsables d'organisations d'agriculteurs et de coopératives agricoles, les organisations non gouvernementales, les organisations de la société civile, les universités, les investisseurs et les entreprises privées du secteur agricole et agroalimentaire, les bailleurs de fonds et les organisations philanthropiques ont manifesté un vif intérêt pour les résultats de la conférence.

■ Optimisation de l'impact

Les priorités de ceux qui exercent une activité agricole ont fait l'objet

d'études régionales, d'une enquête électronique, de consultations électroniques ouvertes et de réunions en tête-à-tête dans chacune des régions du Proche-Orient, d'Asie-Pacifique, d'Asie centrale, d'Europe, d'Afrique et d'Amérique latine/Caribbes. Ces initiatives donneront lieu à un plan d'action stratégique visant à améliorer l'orientation des systèmes, des structures et des processus de recherche agricole pour un impact maximal. Les années suivantes, la GCARD permettra un droit de regard du public sur les progrès et l'impact à mesure que la recherche s'efforcera d'atteindre ces objectifs.

La GCARD a pour objectif de s'assurer que :

- les résultats de la recherche agricole sont accessibles et pertinents pour les pauvres des pays en développement ;
- la recherche est alignée sur et motivée par les besoins de développement des pays pauvres en ressources ;
- la production de connaissances grâce à la recherche scientifique est ancrée dans la réflexion et la pratique du développement ;
- les systèmes de financement sont mieux alignés entre recherche et développement ;

GFRAS : défense et direction des services de conseil rural

La visibilité du développement rural s'est améliorée, mais les services de conseil rural manquent malgré tout de moyens, de direction et de recommandations fondées sur des données probantes. Lors de la conférence GCARD, à Montpellier, le Forum mondial pour le conseil rural (*Global Forum for Rural Advisory Services – GFRAS*) a ainsi été créé pour assurer la défense et la direction de services de conseil rural pluralistes axés sur la demande. Pendant sa phase de lancement, le GFRAS présentera sa mission et en discutera avec les parties prenantes concernées de manière à constituer une base solide et à se positionner dans l'arène du développement rural à l'échelle mondiale. Le GFRAS va engager la mise en place d'un réseau au niveau national, l'harmonisation de l'évaluation des efforts de vulgarisation et la synthétisation des connaissances concernant les services de conseil rural.



Dorothee Lötscher, Programme Officer GFRAS

Pour plus de détails, consulter le site www.g-fras.org ou envoyer un courriel à info@g-fras.org.

- des filières d'innovation constructives et efficaces sont mises en place entre différentes parties prenantes pour l'intégration plus rapide des nouvelles connaissances, des nouveaux outils et des nouvelles technologies;
- les systèmes internationaux de recherche agricole sont plus efficacement intégrés auprès des partenaires régionaux et nationaux (publics, privés et civils) et qu'ils tiennent bien compte de l'impact du développement face aux demandes nationales et infrarégionales.

■ Vers un nouveau cadre de résultats stratégiques

Un accent particulier a été mis sur l'examen d'un projet de nouveau cadre de résultats stratégiques pour

le CGIAR et des thèmes de recherche en résultant. L'étude n'est pas encore finalisée mais il y a eu un accord général pour donner la priorité aux thèmes suivants:

- les stratégies, institutions et marchés de nature à promouvoir la création de revenus pour les pauvres;
- les systèmes de production durables pour garantir la sécurité alimentaire au niveau mondial (avec des sous-programmes concernant le riz, le blé, le maïs, d'autres céréales, les légumineuses, les cultures clonées, le bétail et le poisson);
- l'agriculture, l'alimentation, et la santé;
- la rareté de l'eau et la dégradation de terres;
- les forêts et les arbres;
- le changement climatique et l'agriculture.

Il est prévu de détailler d'avantage ces thèmes avant des les soumettre à l'approbation du Conseil d'ici la mi-juillet 2010.

La dernière session à été l'occasion de dire adieux à l'ancien président du GFAR, Pr Dr Adel el Beltagy et d'accueillir le nouveau président, Dr Monty Jones, lauréat du prix mondial de l'alimentation et ancien président de FARA (Forum pour la recherche agricole en Afrique).

Max Baumann, Dr Marlene Diekmann, Dr Wolfgang Kastentz, Eschborn, Allemagne

Pour plus d'informations :

www.egfar.org

En bref

■ Nouvelle base de données: droits liés au genre et droits fonciers

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a créé la *Gender and Land Rights Database* (base de données sur les droits liés au genre et les droits fonciers) en février 2010. Cette base de données fournit des informations à jour sur la façon dont les droits juridiques et les droits d'accès à la terre des hommes et les femmes de 78 pays diffèrent. Elle couvre les droits nationaux et coutumiers régissant l'utilisation des terres, les droits de propriété et les questions d'héritage, les conventions et traités internationaux, le régime foncier et les institutions apparentées, les organisations de la société civile travaillant sur les questions concernant les terres, et d'autres statistiques connexes. (FAO/ib)

La base de données est accessible gratuitement à www.fao.org/gender/landrights.

■ Création d'une association africaine de pêcheurs artisanaux

Le Service des églises évangéliques pour le développement (une association d'églises protestantes en Allemagne) a déclaré, en mars 2010, que des associations de pêcheurs représentant dix pays d'Afrique occidentale se sont unies pour soutenir la pêche artisanale. Le président nouvellement élu du groupe, Sid Ahmed, a dit vouloir axer ses efforts, au niveau régional, sur la lutte contre la pêche illégale et les méthodes de pêche destructives. Il se donne également comme objectif de réduire le nombre de chalutiers européens et asiatiques opérant dans les eaux africaines. (EED/ib)

■ Afrique: campagne pour l'exportation de produits biologiques

La FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) a déclaré, en mars 2010, que près

de 5 000 exploitants agricoles d'Afrique occidentale vont pouvoir tirer parti de la popularité croissante des aliments biologiques dans les pays industrialisés grâce à un programme de la FAO chiffré à 2,4 millions de dollars US et soutenu par l'Allemagne qui leur a permis d'obtenir les agréments nécessaires et de satisfaire à d'autres exigences essentielles. On s'attend à ce que, dans les pays développés, le marché des produits biologiques et du commerce équitable progresse d'environ cinq à dix pour cent par an au cours des trois années à venir, ce qui offre de nouvelles possibilités aux petits exploitants agricoles des pays pauvres. (FAO/ib)

■ L'Allemagne va financer des projets de sécurité alimentaire

La FAO a annoncé, en mars 2010, que l'Allemagne allait financer, à hauteur de plus de 6 millions de dollars US, cinq projets de la FAO visant à renforcer la sécurité alimentaire des petits exploi-

tants agricoles, en Afrique et ailleurs. Cette somme, fournie par le fonds de confiance pour la sécurité alimentaire de l'Allemagne avec la FAO servira à financer un projet mondial, des projets interrégionaux et un certain nombre

d'initiatives de moindre importance en Afrique subsaharienne. Ces projets et initiatives seront mis en œuvre entre 2010 et 2012 et la Sierra Leone, l'Ouganda, la Tanzanie et le Kenya comptent parmi les pays déjà ciblés. Le

plus gros projet, qui vise à soutenir la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens de subsistance en Afrique subsaharienne, s'élève à environ 2 millions de dollars US. Reste à identifier les pays bénéficiaires. (FAO/ib)

Les systèmes mixtes d'exploitation agricole au service de la lutte contre la pauvreté

Dans les milieux écologiques, la diversité (« biodiversité ») est devenue une sorte de mantra, mais lorsqu'il s'agit de trouver des moyens de lutter contre la pauvreté, ce mot n'est que rarement prononcé. Pourtant, une plus grande diversité au niveau des petites exploitations agricoles et de l'alimentation humaine pourrait contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et la santé. En février 2010, l'institut international de recherche sur le bétail (*International Livestock Research Institute – ILRI*) a par conséquent recommandé d'en faire plus pour inclure les exploitants agricoles mixtes dans la promotion de l'agriculture à petite échelle dans les pays en développement.

Les commentaires de l'institut s'appuient sur une étude intitulée *Smart*

Investments in Sustainable Food Production: Revisiting Mixed Crop-Livestock Systems (Investissements intelligents dans la production alimentaire durable: une nouvelle analyse des systèmes agricoles mixtes culture/élevage) récemment publiée dans *Science* magazine. Cette étude, à laquelle ont participé l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), l'Institut international de gestion des ressources en eau (IWMI), la Banque mondiale, ainsi que l'ILRI, critique le fait que les petits exploitants agricoles mixtes – notamment en Afrique et en Asie – ont souvent été oubliés, dans le passé, par les bailleurs de fonds et les responsables des orientations politiques. Elle fait remarquer que les exploitations agricoles associant culture et élevage

offrent un potentiel considérable et que ces systèmes « mixtes » peuvent être des modèles d'efficacité agricole dans la mesure où le bétail assure les moyens de traction pour labourer la terre et où les résidus de culture servent à nourrir les animaux, sans compter que les œufs, le lait et la viande fournis par les animaux constituent une source importante de revenus pour les ménages, de protéines de bonne qualité et un moyen d'amortir les effets des mauvaises récoltes. En bref, il est préférable d'avoir plusieurs cordes à son arc. La démarche des chercheurs demandant de plus mettre l'accent sur l'agriculture mixte à petite échelle reprend des idées exprimées lors du forum scientifique du groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), en juin 2009, au cours duquel il a été recommandé d'encourager la diversification du « panier alimentaire ».

La disponibilité d'un vaste éventail d'aliments est essentielle pour la préservation de la santé humaine. Si, en mettant trop fortement l'accent sur une seule denrée alimentaire on peut efficacement lutter contre la faim à court terme, cette initiative peut, à plus long terme, entraîner des carences alimentaires et des maladies liées à l'alimentation. (ib)

Des instituts de recherche propagent les systèmes agricoles mixtes culture/élevage afin d'améliorer la situation nutritionnelle de la population rurale.



Photo: laif



Photo: laif

L'Afrique doit mener sa propre « révolution verte »

Selon le rapport 2010 de la CNUCED sur la technologie et l'innovation publié en mai 2010, l'inefficacité des techniques agricoles et le gaspillage dû aux pratiques post-récolte, l'Afrique sub-saharienne est la région qui a le plus de chances de ne pas atteindre le premier objectif du millénaire pour le développement: réduire de moitié l'extrême pauvreté et la faim dans le monde d'ici à 2015. Ce rapport demande, pour l'Afrique, une « révolution verte » qui ne peut s'appuyer sur les progrès agricoles réalisés en Asie et en Amérique latine et dont on a beaucoup parlé mais qui doit au contraire se fonder sur des technologies et des innovations correspondant aux besoins et aux capacités des millions de petits exploitants agricoles africains et tenant compte des conditions climatiques fluctuantes du continent.

Par exemple, si les techniques d'irrigation modernes peuvent considérablement contribuer à améliorer les rendements, la plupart ont été

conçues pour des systèmes relativement importants et sophistiqués. Aujourd'hui, grâce à de nouvelles techniques peu coûteuses telles que l'irrigation au goutte-à-goutte, à l'amélioration des pompes à pédales et aux réservoirs d'eau peu coûteux en plastique permettant de stocker l'eau de ruissellement, les petits exploitants agricoles peuvent tirer parti de techniques d'irrigation modernes qui, autrement, seraient inabordables compte tenu des petites superficies des exploitations et du peu de capitaux disponibles. Le rapport présente des exemples similaires dans des domaines tels que la biotechnologie, les engrais, les pesticides, le labourage et les technologies post-récolte. Il fait également état de politiques novatrices visant à améliorer l'accès des exploitants agricoles aux technologies appropriées. Par exemple, une politique de « subventions intelligentes » permettant de faciliter l'accès aux engrais a donné lieu à des augmentations extraordinaires de la production

de maïs au Malawi, mettant ainsi en évidence le rôle clé que le crédit et d'autres instruments peuvent jouer en permettant aux exploitants agricoles d'adopter des technologies existantes efficaces.

Le rapport ajoute également qu'à moyen et long terme, une plus grande cohérence des systèmes d'innovation, un meilleur ciblage du soutien externe et un accroissement des investissements dans la recherche et le développement agricoles offrent le plus grand potentiel d'amélioration de la sécurité alimentaire en Afrique. Grâce au soutien international approprié et à la volonté politique nécessaire, la science, la technologie et l'innovation peuvent transformer l'agriculture africaine et contribuer à une généralisation de la croissance et du développement économique sur le continent. (CNUCED/ib)

Pour plus d'informations :

www.unctad.org